



Manitou : Résultats du 1^{er} semestre 2020

- Chiffre d'affaires S1 20 de 762 M€, -35 % vs. S1 19, -35 % en comparable*
- Prises de commandes machines du T2 20 de 180 M€ vs. 286 M€ en T2 19
- Carnet machines fin T2 20 de 555 M€ vs. 643 M€ fin T2 19
- Résultat opérationnel courant à 30,1 M€ (3,9 %) vs. 90,1 M€ (7,7 %) au S1 19
- EBITDA¹ à 48 M€ (6,3 %) vs. 107 M€ au S1 19
- Résultat net à 13,5 M€ vs. 60,1 M€ au S1 19
- Compte tenu de la crise de la COVID-19 et de ses conséquences économiques, perspective d'un chiffre d'affaires annuel 2020 de l'ordre de 1,5 milliard d'euros
- Perspective de résultat opérationnel courant dans une fourchette de 2,7 % à 3,2 % pour 2020

Ancenis le 30 juillet 2020 – Le Conseil d'administration de Manitou BF, réuni ce jour, a arrêté les comptes du premier semestre 2020.

Michel Denis, Directeur général a déclaré : *“Le premier semestre 2020 a été marqué par la crise soudaine de la COVID-19 qui a perturbé nos marchés depuis mi-mars, avec comme conséquence, une baisse de notre chiffre d'affaires de 35 % par rapport à un premier semestre 2019 record.*

Dès l'émergence de la crise sanitaire, nous avons réagi très rapidement pour mettre en oeuvre des mesures sanitaires et opérationnelles destinées à protéger nos salariés et continuer à répondre aux besoins urgents de nos clients. Un pilotage de gestion de crise a été immédiatement activé pour définir le cap et les actions prioritaires à mettre en oeuvre. Nous avons établi une communication constante avec nos équipes, nos parties prenantes et notre Conseil d'administration. L'agilité et la réactivité des collaborateurs nous ont permis de maintenir tout au long de la période le support à nos clients et utilisateurs, notamment en pièces détachées et assistance technique. Sur le volet industriel, nous avons pu, dès la mi-avril, redémarrer progressivement les lignes de production des usines françaises et italiennes en y intégrant des protocoles sanitaires stricts. Un travail considérable de replanification de la production a été réalisé avec nos clients et nos fournisseurs afin de pouvoir livrer les commandes les plus urgentes. Ce fut notamment le cas pour celles du secteur agricole ou des zones géographiques au long cours dont la saisonnalité nécessitait une expédition avant la fermeture estivale.

L'ensemble de ces mesures nous a permis de passer au mieux cette période très difficile et nous sommes désormais revenus à un ordre de marche ajusté aux volumes actuels d'activité de nos marchés.

Sur le plan financier, nous avons déployé dès le début de la crise des mesures de réduction de l'ensemble de nos dépenses et de nos investissements, activé les mesures de réduction du temps de travail et certaines aides gouvernementales afin de protéger au maximum la liquidité et la pérennité du groupe. Ces mesures ont été renforcées par la décision du Conseil d'administration de ne pas procéder au versement du dividende de 30 M€ qui avait été annoncé quelques semaines avant l'explosion de la crise sanitaire. Le groupe clôt le semestre avec un résultat opérationnel courant de 3,9 % du chiffre d'affaires.

Après avoir connu un trou d'air dans les prises de commandes de mi-mars à mi-mai, la remontée fut encourageante en juin. Le marché agricole reste le plus porteur, alors que les secteurs de l'industrie et de la construction enregistrent des retraits plus marqués notamment auprès des loueurs dont les perspectives d'activité pour le reste de l'année 2020 et 2021 restent à ce jour dégradées.

Fort du rebond de fin de trimestre, le groupe clôt le semestre avec un carnet de commandes de 555 M€, ce qui nous permet de pouvoir estimer une perspective de chiffre d'affaires pour l'année 2020 en baisse de l'ordre de 30 % par rapport à 2019 et, en l'absence de nouvelle dégradation du contexte économique global, un résultat opérationnel courant dans une fourchette de 2,7 % à 3,2 %.

Nous estimons par ailleurs que la crise que nous traversons aura des conséquences économiques au-delà de 2020 et que notre objectif de résultat opérationnel courant supérieur à 8 % du chiffre d'affaires du plan Ambition 2022 ne sera pas atteint à l'horizon initialement ciblé."

en millions d'euros	MHA S1 19	CEP S1 19	S&S S1 19	Total S1 19	MHA S1 20	CEP S1 20	S&S S1 20	Total S1 20	Var.
Chiffre d'affaires	829,9	178,4	155,2	1163,5	496,5	123,2	141,9	761,6	-35%
Marge / Coût des ventes	124,1	24,4	43,9	192,4	60,9	7,4	42,1	110,3	-43%
Marge / Coût des ventes %	15,0%	13,7%	28,3%	16,5%	12,3%	6,0%	29,6%	14,5%	
Rés. opérationnel courant	71,6	3,9	14,6	90,1	20,6	-7,6	17,1	30,1	-67%
Rés. opérationnel courant %	8,6%	2,2%	9,4%	7,7%	4,1%	-6,1%	12,0%	3,9%	
Résultat opérationnel	71,0	3,7	14,4	89,1	19,7	-9,7	16,9	26,9	-70%
Résultat net part du Groupe	n/a	n/a	n/a	59,7	n/a	n/a	n/a	13,5	-77%
Dette nette hors IFRS 16				185,4				164,0	-12%
Dette nette incluant IFRS 16				201,4				178,8	
Fonds propres				625,4				682,3	+9%
Gearing ² % hors IFRS 16				30%				24%	
Gearing ² % incluant IFRS 16				32%				26%	
BFR				596				591	-1%

Les données exprimées en pourcentage entre parenthèses expriment un pourcentage du chiffre d'affaires.

Comptes semestriels et rapport des Commissaires aux comptes en ligne sur le site internet de la société

Procédures d'audit effectuées

* en comparable, soit à périmètre et taux de change constants :

- Pour les sociétés acquises en 2019 (Mawsley Machinery Ltd le 29 octobre 2019), déduction de leur contribution, du 1er janvier au 30 juin 2020. Il n'y a pas de société sortante sur l'exercice 2019. Il n'y a pas de société acquise ni de société sortante en 2020.
- Application du taux de change de l'exercice précédent sur les agrégats de l'exercice en cours.

¹ EBITDA : Résultat opérationnel avant dotations et reprises d'amortissements et pertes de valeur sur 6 mois, retraité de l'impact IFRS 16

² Gearing : Ratio de la dette nette divisée par le montant des capitaux propres

Evolution du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par division

en millions d'euros	Trimestre			6 mois à fin juin		
	T2 2019	T2 2020	%	S1 2019	S1 2020	%
MHA	433	213	-51%	830	496	-40%
CEP	94	60	-37%	178	123	-31%
S&S	75	68	-9%	155	142	-9%
Total	602	341	-43%	1 163	762	-35%

Chiffre d'affaires par zone géographique

en millions d'euros	Trimestre			6 mois à fin juin		
	T2 2019	T2 2020	%	S1 2019	S1 2020	%
Europe du Sud	184	122	-34%	398	274	-31%
Europe du Nord	248	121	-51%	454	272	-40%
Amériques	117	68	-41%	209	148	-29%
APAM	53	29	-45%	103	68	-34%
Total	602	341	-43%	1 163	762	-35%

Revue par division

La **Division MHA - Material Handling & Access (Manutention et Nacelles)** a réalisé un chiffre d'affaires de 496,5 millions d'euros, en recul de 40,2 % sur 6 mois par rapport à une base exceptionnelle en 2019. La division MHA a été fortement impactée par la pandémie de la COVID-19. Son chiffre d'affaires a reculé sur l'ensemble des zones géographiques et plus particulièrement sur les zones Europe du Nord et APAM, et ce sur l'ensemble de ses marchés (construction, agriculture, industries).

La marge sur coût des ventes de la division ressort à 60,9 millions d'euros, en recul de 50,9 % par rapport au 1er semestre 2019. Elle est impactée par la baisse de l'activité et la dégradation du taux de marge de 2,7 points, à la suite de l'arrêt de la production et de la mise en place des mesures sanitaires lors de la reprise d'activité. L'arrêt des sites de production et la mise en place de mesures d'activité partielle ont permis de réduire les coûts indirects à hauteur de 10,3 millions d'euros et de limiter l'impact de la baisse d'activité.


Ainsi, le résultat opérationnel courant de la division MHA est en recul de 51,1 millions d'euros (- 71,3 %) pour atteindre 20,6 millions d'euros (4,1 % du chiffre d'affaires) contre 71,6 millions d'euros au 1er semestre 2019 (8,6 % du chiffre d'affaires).

Bénéficiant du lancement en 2019 de nouvelles gammes de produits télescopiques en Inde, la division arrêtera fin août son activité d'assemblage au Brésil, tout en poursuivant son développement commercial sur ce pays.

La **Division CEP - Compact Equipment Products (Matériel Compact)** affiche un chiffre d'affaires de 123,2 millions d'euros, en repli de 30,9 % sur 6 mois (- 32,1 % à taux de change et périmètre constants). La division a été pénalisée par la pandémie de la COVID-19, notamment sur les zones États-Unis et APAM et les produits Telehandlers.

La marge sur coût des ventes ressort à 7,4 millions d'euros, divisée par 3 par rapport au 1er semestre 2019. Ce recul s'explique par l'impact de cette crise sur l'activité et la baisse du taux de marge de 7,7 points. Il a été pénalisé par une évolution d'un mix produit défavorable, des efforts commerciaux et la hausse des coûts fixes de production.

Compte tenu de ces éléments, le résultat opérationnel courant de la division CEP est en recul et en perte à - 7,6 millions d'euros (- 6,1 % du chiffre d'affaires) contre 3,9 millions d'euros au 1er semestre 2019 (2,2 % du chiffre d'affaires).



La situation financière de la division associée à l'absence de perspective de rebond à court terme a conduit à une réduction d'une centaine de postes sur l'Amérique du Nord et en Inde. Effectif au 1er juillet, la plus grande partie des économies de ce plan sera allouée à la division CEP.

Avec un chiffre d'affaires de 141,9 M€, la **Division Services & Solutions (S&S)** enregistre un recul de 8,6 % sur 6 mois (- 10,7 % à taux de change et périmètre constants), impactée par la pandémie de la COVID-19. L'activité a reculé sur l'ensemble des zones géographiques et plus particulièrement sur la zone APAM, ainsi que sur l'ensemble de ses marchés, à l'exception des activités services et locations, plus résilientes en période de crise.

Ce recul a pour conséquence une réduction de la marge sur coût des ventes de 1,9 million d'euros par rapport au 1er semestre 2019, à 42,1 millions d'euros. L'impact de la baisse d'activité a été limité par la hausse du taux de marge sur coût des ventes de 1,3 point. Cette amélioration est la conséquence de l'évolution du mix produit. Les frais administratifs, commerciaux, de marketing et de services ont été réduits de 14,8 % (4,4 M€) à la suite de la mise en place de mesures d'économies et d'activité partielle. Avec ces mesures, la rentabilité de la division ressort à 17,1 millions d'euros (12,0 % du chiffre d'affaires), en progression 2,5 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2019 (14,6 M€, soit 9,4 % du chiffre d'affaires).

Code ISIN : FR0000038606

Indices : CAC ALL SHARES, CAC ALL-TRADABLE, CAC INDUSTRIALS, CAC MID & SMALL, CAC SMALL,
EN FAMILY BUSINESS



**PROCHAINS
RENDEZ-VOUS**

**Le 28 octobre 2020 (après
bourse)**

Chiffre d'affaires T3 2020

Référence mondiale de la manutention, de l'élévation de personnes et du terrassement, Manitou Group a pour mission d'améliorer les conditions de travail, de sécurité et la performance partout dans le monde, tout en préservant l'Homme et son environnement.

Au travers de ses 3 marques emblématiques - Manitou, Gehl, Mustang by Manitou - le groupe conçoit, produit, distribue des matériels et des services à destination de la construction, de l'agriculture et des industries.

En plaçant l'innovation au cœur de son développement, Manitou Group cherche constamment à apporter de la valeur auprès de l'ensemble de ses parties prenantes.

Grâce à l'expertise de son réseau de 1050 concessionnaires, le groupe est chaque jour, plus proche de ses clients. Fidèle à ses racines, avec un siège social situé en France, Manitou Group enregistre un chiffre d'affaires de 2,1 milliards d'euros en 2019 et réunit 4 600 talents à travers le monde avec la passion pour moteur commun.

COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2020

1.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	<i>en milliers d'euros</i>	2019	S1 2019	S1 2020
Chiffre d'affaires		2 093 577	1 163 487	761 626
Coût des biens et services vendus		-1 747 509	-971 099	-651 357
Frais de recherche & développement		-27 732	-14 576	-12 579
Frais commerciaux, marketing & service		-113 504	-58 339	-45 790
Frais administratifs		-61 170	-29 505	-24 239
Autres produits et charges d'exploitation		4 946	103	2 416
Résultat courant opérationnel		148 609	90 071	30 077
Produits et charges opérationnels non courants		-2 534	-945	-3 225
Résultat opérationnel		146 074	89 125	26 852
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		2 192	957	1 011
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés MEE		148 267	90 082	27 863
Produits financiers		37 617	24 094	35 348
Charges financières		-45 144	-26 736	-40 874
Résultat financier		-7 527	-2 641	-5 526
Résultat avant impôts		140 740	87 441	22 337
Impôts		-44 982	-27 359	-8 791
Résultat net		95 757	60 081	13 545
Part du groupe		95 625	59 742	13 459
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		132	337	86
Résultat net par action (en euros)		2019	S1 2019	S1 2020
Résultat net part du groupe		2,50	1,56	0,35
Résultat net dilué par action		2,50	1,56	0,35

1.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

	<i>en milliers d'euros</i>	2019	S1 2019	S1 2020
Résultat de la période		95 757	60 079	13 545
Ajustements de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		131	143	20
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		6 861	2 228	-4 691
Instruments de couverture de taux d'intérêt et de change		-2 715	433	2 701
Eléments recyclables du résultat global		4 277	2 803	-1 969
Gains (pertes) actuariels sur engagements de retraite et assimilés		-2 282	-3 605	4 999
Eléments non recyclables du résultat global		-2 282	-3 605	4 999
Total des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		1 995	-802	3 029
Résultat global de la période		97 752	59 278	16 575
Dont part revenant au groupe		97 417	58 879	17 258
Dont part revenant aux minoritaires		335	399	-683

1.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF

	<i>en milliers d'euros</i> 31 décembre 2019	Montant net au 30 juin 2020
Écart d'acquisition	288	288
Immobilisations incorporelles	54 705	58 314
Immobilisations corporelles	211 593	212 187
Droit d'utilisation des actifs loués	16 461	13 522
Titres mis en équivalence	16 986	17 499
Créances de financement des ventes	7 738	6 146
Autres actifs non courants	11 346	14 474
Impôts différés actif	17 581	15 102
Actifs non courants	336 698	337 531
Stocks et en-cours	589 745	540 540
Créances clients nettes	380 438	324 215
Impôts sur les résultats	7 990	8 880
Autres actifs courants	47 536	51 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 333	107 728
Actifs courants	1 048 043	1 032 841
Actifs non courants destinés à la vente	0	0
Total général	1 384 740	1 370 371

PASSIF

	<i>en milliers d'euros</i> 31 décembre 2019	Montant net au 30 juin 2020
Capital social	39 668	39 668
Primes	46 098	46 098
Actions propres	-23 714	-23 713
Réserves et résultats nets - Part du groupe	596 779	614 414
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	658 831	676 468
Participation ne donnant pas le contrôle	5 815	5 831
Capitaux propres	664 646	682 298
Provisions non courantes	48 862	46 053
Dettes financières non courantes	149 726	146 416
Dettes locatives non courantes	12 269	9 864
Autres passifs non courants	3 088	2 590
Impôts différés passifs	1 751	2 380
Passifs non courants	215 696	207 304
Provisions courantes	18 964	19 202
Dettes financières courantes	64 722	128 765
Dettes locatives courantes	5 602	4 873
Fournisseurs et comptes rattachés	253 446	178 243
Impôts sur les résultats	4 087	2 769
Autres passifs courants	157 579	146 917
Passifs courants	504 399	480 769
Total général	1 384 740	1 370 371

1.4 ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Total des capitaux propres							
	Capital	Primes	Ecarts de conversion	Actions propres	Réserves consolidées	Attribuables aux actionnaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
<i>en milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2018	39 668	46 098	1 723	-24 018	533 503	592 389	4 585	596 974
Effet des applications de nouvelles normes					-1 193	-1 190	-3	-1 193
Au 1er janvier 2019	39 668	46 098	1 723	-24 018	532 311	591 199	4 582	595 781
Gains et pertes enregistrées en capitaux propres			2 228		-3 030	-863	62	-802
Résultat net					60 079	59 742	337	60 079
Résultat global			2 228		57 049	58 879	399	59 277
Charges liées aux plans d'options								
Dividendes distribués					-29 867	-29 763	-104	-29 867
Actions propres				60	-60			
Augmentation de capital								
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées					437	437		437
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires					-5	-117	112	-5
Engagements d'achat de titres de minoritaires								
Variation des réserves de conversion			-437			-437		-437
Autres					182	182		182
Au 30 juin 2019	39 668	46 098	3 514	-23 958	560 047	620 381	4 989	625 370
Effet des applications de nouvelles normes					190	191	-1	190
Au 1er juillet 2019	39 668	46 098	3 514	-23 958	560 237	620 572	4 988	625 560
Gains et pertes enregistrées en capitaux propres			4 633		-1 837	2 656	141	2 797
Résultat net					35 676	35 881	-205	35 676
Résultat global			4 633		33 839	38 536	-64	38 472
Charges liées aux plans d'options								
Dividendes distribués					-295	-276	-19	-295
Actions propres				244	-244	0		0
Augmentation de capital								
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées					172	-15	187	172
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires					-3	-2	-1	-3
Engagements d'achat de titres de minoritaires					723		723	723
Variation des réserves de conversion								
Autres					17	17		17
Au 31 décembre 2019	39 668	46 098	8 148	-23 714	594 446	658 831	5 815	664 646
Effet des applications de nouvelles normes								
Au 1er janvier 2020	39 668	46 098	8 148	-23 714	594 446	658 831	5 815	664 646
Gains et pertes enregistrées en capitaux propres			-4 692		7 720	3 799	-769	3 029
Résultat net					13 545	13 459	86	13 545
Résultat global			-4 692		21 265	17 258	-683	16 575
Charges liées aux plans d'options								
Dividendes distribués								
Actions propres				1		1		1
Augmentation de capital								
Prises et pertes de contrôle dans les entités consolidées								
Acquisitions et cessions de parts d'intérêts minoritaires								
Engagements d'achat de titres de minoritaires					690		690	690
Variation des réserves de conversion								
Autres					386	378	8	386
Au 30 juin 2020	39 668	46 098	3 456	-23 713	616 789	676 468	5 831	682 298

1.5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	<i>en milliers d'euros</i>	2019	S1 2019	S1 2020
Résultat de l'exercice		95 757	60 079	13 545
Résultat des sociétés mises en équivalence net des dividendes		1 375	1 497	-1 012
Amortissements et dépréciations des actifs corporels et incorporels		46 022	21 511	24 934
Dotations (reprises) des provisions et pertes de valeur		3 829	1 885	637
Charges d'impôts (exigibles et différés)		44 982	27 359	8 791
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie		135	485	401
Capacité d'autofinancement		192 100	112 816	47 296
Impôts versés		-48 265	-12 751	-10 266
Variation du besoin en fonds de roulement		-56 134	-65 607	15 994
Variation des actifs et passifs liés aux machines données en location		-21 060	-11 332	-4 418
Flux nets de trésorerie des activités opérationnelles		66 641	23 126	48 605
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		-20 864	-9 647	-9 386
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-50 243	-19 502	-15 734
Variation des fournisseurs d'immobilisations		2 761	474	-2 724
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		882	470	68
Acquisitions de participation avec prise de contrôle, nettes de la trésorerie acquise		-2 668	-459	0
Cessions de participation avec perte de contrôle, nettes de la trésorerie cédée		0	0	0
Autres		-25	-429	-461
Flux nets de trésorerie sur opérations d'investissements		-70 157	-29 093	-28 238
Augmentation de capital		171	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société		-30 162	-29 866	0
Acquisitions d'actions propres (nettes de cession)		0	-163	0
Rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle		0	0	0
Variation des autres actifs et passifs financiers		32 430	98 873	91 604
Remboursements des dettes locatives		-5 178	-2 661	-3 143
Autres		1 098	-1 268	-3 230
Flux nets de trésorerie sur opérations de financements		-1 641	64 915	85 231
Variation de la trésorerie nette		-5 157	58 948	105 598
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture		-609	-609	-4 997
Effet de la variation des cours de change sur la trésorerie		769	467	966
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture		-4 997	58 806	101 567

1.6 EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2020

1.6.1 ARRETE INTERMEDIAIRE ET IMPACTS COVID-19

Les comptes semestriels, qui ne permettent pas de préjuger de l'année complète, prennent en compte toutes les écritures comptables de fin de période considérées comme nécessaires par la Direction du groupe pour donner une image fidèle des informations présentées.

Les produits et les charges liés à l'épidémie Covid-19 sont comptabilisés en produits et charges opérationnels courants, à l'exception des produits et charges qui sont habituellement comptabilisés en résultat non courant conformément aux principes comptables appliqués antérieurement (voir également note 2.6.2).

Les tests de valeur des immobilisations incorporelles liées à la R&D sont réalisés au second semestre dans le cadre de l'élaboration des budgets. Des tests de valeur sont réalisés lors de l'arrêté intermédiaire seulement en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Avec la crise Covid-19, des tests de valeurs ont été réalisés sur les principaux frais R&D activés sur la base de budgets et de taux d'actualisation révisés. Ces tests n'ont pas mis en évidence de perte de valeur au 30 juin 2020. Une baisse supplémentaire de 10 % du chiffre d'affaires ne générerait pas la comptabilisation d'une dépréciation.

Le groupe n'a pas réalisé de test sur les actifs corporels, composés principalement de terrains, constructions et de matériels industriels. A ce jour, la valeur de ces actifs n'est pas remise en cause avec la crise actuelle.

Les autres postes d'actifs (stocks, créances clients...) ont été évalués conformément aux règles du groupe. La crise actuelle n'a pas eu d'impact significatif sur la valeur de ces postes au 30 juin 2020.

Les hypothèses d'évaluation actuarielle ont été mises à jour à fin juin afin d'actualiser le montant des provisions pour retraites et avantages au personnel.

1.6.2 FAITS MARQUANTS

CRISE COVID-19

La propagation du Covid-19 à l'échelle mondiale au cours du 1er semestre 2020 a eu et continue d'avoir un impact sur les ventes du groupe, en baisse de 35 % sur le 1er semestre 2020 et sur nos capacités de production.

ARRET DE LA PRODUCTION

Dès le mois de mars, le groupe a mis en place des mesures sanitaires d'urgence et a décidé de la fermeture des sites de production en France, en Italie et en Inde. Aux États-Unis, les activités de production ont été maintenues sur l'ensemble de la période.

Les activités de pièces de rechange et de services ont été maintenues et les activités de distribution se sont poursuivies au ralenti.

Ces arrêts de production ont été accompagnés, dès que cela était possible, par la mise en place d'activité partielle, notamment en France et en Italie. Le groupe a également généralisé le télétravail.

À partir de mi-avril, après la réorganisation des processus en fonction des contraintes sanitaires, la production a repris progressivement en France et en Italie.

Depuis le mois de mai, l'ensemble des sites ont repris la production. Pour les fonctions support, l'activité partielle a été maintenue en France pour s'adapter à la baisse du marché.

Malgré des problèmes de productivité liés aux mesures sanitaires, les capacités de production actuelles sont adaptées au carnet de commande du groupe et répondent notamment, compte tenu de la saisonnalité, à la forte demande du marché agricole.

MISE EN PLACE DU PROGRAMME "RESILIENCE"

Pour faire face à cette crise et à la baisse d'activité, le groupe a mis en place le plan "Résilience".

Ce plan est basé sur 4 piliers :

- **la sécurité** des opérateurs et la remise en marche des opérations, avec le déploiement de nouvelles normes de sécurité et l'adaptation de nos processus afin de livrer les clients du groupe,
- **l'activité**, avec l'adaptation des livraisons et du carnet de commandes, l'objectif de servir les demandes urgentes et les marchés agricoles et les industriels, et la recherche de marchés et commandes complémentaires,
- **la trésorerie** avec la sécurisation des financements, la réduction des investissements et des projets,
- **la réduction des coûts** pour s'adapter aux volumes de ventes et de production, avec un plan de baisse des frais généraux et des frais de personnels. Ainsi, le groupe a mis en place des mesures d'activité partielle et des plans de départs de salariés aux États-Unis, en Inde et en Afrique du Sud.

IMPACTS FINANCIERS

Pour accompagner la baisse d'activité, le groupe a mis en œuvre des mesures d'activité partielle en France et des mesures similaires dans les autres pays, dès que cela était possible. Sur la période, le montant total des aides comptabilisées s'élève à 7,7 millions d'euros. La société Manitou BF est la principale bénéficiaire de ces aides avec 6,0 millions d'euros, dont 1,5 million d'euros sont en attente du paiement au 30 juin 2020.

Dans le cadre du plan « Résilience », les mesures de départ de salariés ont généré des coûts de restructuration non courants à hauteur de 2,5 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les principaux coûts courants encourus liés à l'épidémie de Covid-19 s'élèvent à 0,8 million d'euros. Ils correspondent à des frais relatifs à la mise en place des mesures sanitaires et de dons pour accompagner les équipes médicales.

Afin de sécuriser son risque de financement et de liquidité dans le contexte actuel, le groupe a tiré une ligne de crédit supplémentaire de 110 millions d'euros en mars 2020 à échéance septembre 2020.

Le groupe a également obtenu des décalages de paiement de charges sociales et de taxes pour un montant total de 6,9 millions d'euros.

L'Assemblée générale du 18 juin 2020, sur proposition du Conseil d'administration, a décidé de renoncer à la proposition de versement du dividende de 0,78€ par action qui avait été initialement annoncée lors de la publication des résultats annuels 2019.

1.6.3 DONNEES OPERATIONNELLES

INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe est organisé autour de trois divisions, deux divisions produits et une division services :

- la **division produits MHA** (Material Handling and Access) regroupe les sites de production français et italien dédiés en particulier aux chariots télescopiques, aux chariots à mâts industriels et tout-terrain, aux chariots embarqués et aux nacelles élévatrices. Elle a pour mission d'optimiser le développement et la production de ces matériels, de marque Manitou,
- la **division produits CEP** (Compact Equipment Products – matériel compact) a pour mission d'optimiser le développement et la production des chargeuses compactes sur roues, sur chenilles et articulées, des tractopelles et des télescopiques de marques Gehl & Mustang,
- la **division S&S** (Services & Solutions) regroupe l'ensemble des activités de services à la vente (approches financement, contrats de garantie, contrats de maintenance, full service, gestion de flotte, etc.), de services après-vente (pièces de rechange, formation technique, gestion des garanties, gestion de l'occasion, etc.) et de services aux utilisateurs finaux (géolocalisation, formation utilisateurs, conseils, etc.). Cette division a pour objectif de bâtir les offres de services permettant de répondre aux attentes de chacun de nos clients dans notre chaîne de valeur et d'accroître le chiffre d'affaires résilient du groupe.

Ces trois divisions conçoivent et assemblent les produits et les services qui sont distribués par l'organisation commerciale et marketing aux concessionnaires et grands comptes du groupe répartis dans 140 pays.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations par secteurs opérationnels sont établies sur la base des reportings opérationnels transmis au management du groupe. Ces informations sont établies selon le référentiel IFRS applicable aux comptes consolidés.

RESULTAT PAR DIVISION

	MHA Material Handling and Access		CEP Compact Equipment Products		S&S Services & Solutions		TOTAL	
<i>en milliers d'euros</i>	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020
Chiffre d'affaires	829 883	496 461	178 382	123 230	155 222	141 936	1 163 487	761 626
Coût des biens et services vendus	-705 816	-435 602	-153 975	-115 880	-111 309	-99 875	-971 099	-651 357
Marge sur coûts des ventes	124 068	60 859	24 407	7 350	43 913	42 060	192 388	110 269
En %	15,0%	12,3%	13,7%	6,0%	28,3%	29,6%	16,5%	14,5%
Frais de recherche et développement	-11 155	-9 308	-3 429	-3 271	8	0	-14 576	-12 579
Frais commerciaux, marketing et service	-24 475	-18 899	-9 247	-6 039	-24 617	-20 852	-58 339	-45 790
Frais administratifs	-17 235	-13 521	-7 741	-6 222	-4 530	-4 496	-29 505	-24 239
Autres produits et charges d'exploitation	431	1 436	-128	621	-200	359	103	2 416
Résultat opérationnel courant	71 634	20 566	3 862	-7 560	14 575	17 071	90 071	30 077
En %	8,6%	4,1%	2,2%	-6,1%	9,4%	12,0%	7,7%	3,9%
Produits et charges opérationnels non courants	-603	-912	-194	-2 168	-149	-145	-945	-3 225
Résultat Opérationnel	71 031	19 654	3 668	-9 729	14 427	16 926	89 125	26 852
En %	8,6%	4,0%	2,1%	-7,9%	9,3%	11,9%	7,7%	3,5%
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	-2	-1	0	0	958	1 012	957	1 011
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés MEE	71 029	19 653	3 668	-9 729	15 385	17 939	90 082	27 863

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DIVISION ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Chiffre d'affaires S1 2019						Chiffre d'affaires S1 2020				
Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	TOTAL	en millions d'euros et % du total	Europe du Sud	Europe du Nord	Amériques	APAM	TOTAL
328,4	383,0	57,9	60,5	829,9		215,6	202,0	41,2	37,7	496,5
28%	33%	5%	5%	71%	MHA			5%	5%	65%
10,9	21,7	124,6	21,1	178,4		8,0	20,4	80,1	14,7	123,2
1%	2%	11%	2%	15%	CEP	1%	3%	11%	2%	16%
58,6	49,3	26,3	21,0	155,2		50,3	50,0	26,2	15,3	141,9
5%	4%	2%	2%	13%	S&S	7%	7%	3%	2%	19%
398,0	454,0	208,8	102,7	1163,5		273,9	272,5	147,6	67,7	761,6
34%	39%	18%	9%	100%	TOTAL	36%	36%	19%	9%	100%

1.6.4 PASSIFS EVENTUELS

SUIVI DU LITIGE POUR CONTREFAÇON

En mai 2017, des sociétés du groupe Manitou ont été assignées par la société JC Bamford Excavators Limited (JCB), en France, au Royaume-Uni puis en Italie pour la contrefaçon alléguée de deux brevets européens se rapportant à certaines caractéristiques concernant le système de commande de la coupure de surcharge de certains chariots télescopiques fabriqués et/ou commercialisés dans ces trois pays.

Sur le plan financier, le demandeur réclamait en mai 2017 devant le tribunal français une provision de 20 millions d'euros à parfaire, portée en juin 2018, à 50 millions d'euros. Les demandes financières devant le tribunal anglais n'étaient pas chiffrées et ne le sont toujours pas à la date de publication de ce rapport, mais l'assignation indique qu'à des fins procédurales la valeur commerciale de la demande est estimée à un montant supérieur à 10 millions de livres sterling. Pour l'Italie, l'assignation ne précise aucune demande chiffrée.

En décembre 2018, JCB a fait signifier une nouvelle assignation en contrefaçon portant sur un troisième brevet européen, en France et au Royaume-Uni, se rapportant également à certaines caractéristiques concernant le système de commande de la coupure de surcharge de certains chariots télescopiques. Cette assignation reprend la demande de provision d'un montant de 50 millions d'euros, porté ensuite à 100 millions d'euros dans ses dernières conclusions communiquées en mai 2020. L'assignation relative à ce troisième brevet a fait l'objet d'une jonction d'instances au Royaume-Uni mais demeure séparée en France.

En 2018, JCB avait produit une expertise évaluant son préjudice à 160 millions d'euros pour les deux premiers brevets. Fin 2019, dans le cadre de la première procédure au fond, JCB a porté, dans ses dernières conclusions, son évaluation du préjudice à 190 millions d'euros. Cette augmentation provient d'une actualisation du préjudice dans sa durée, soit selon JCB jusqu'en mars 2019. Cette évaluation intègre également le préjudice estimé au titre du troisième brevet.

En France, la procédure judiciaire sur le litige relatif aux deux premiers brevets s'est poursuivie au cours du 1er semestre 2020, sans évolution notable, et n'a toujours pas fait l'objet d'une décision.

Dans le cadre d'un incident de procédure en 2018, JCB a sollicité des mesures d'interdiction provisoire contre Manitou BF. Une décision a été rendue par le juge de la mise en état le 31 janvier 2019, qui a débouté le demandeur de sa demande en interdiction provisoire sur le premier brevet sur lequel JCB fonde ses allégations et, concernant le deuxième brevet, a interdit provisoirement à Manitou BF, la fabrication, l'offre en vente, la location et la détention d'une ancienne configuration de certains chariots élévateurs télescopiques. Cette décision n'a eu aucune incidence sur l'activité de Manitou BF dans la mesure où elle porte sur le système de commande de certains modèles produits et vendus avant août 2017 qui n'étaient donc plus fabriqués par Manitou BF à la date de cette décision, ce qu'a souligné l'ordonnance. Manitou BF a fait appel immédiat de cette décision afin de contester la mesure d'interdiction ordonnée en ce qu'elle ne concernait qu'une configuration que Manitou avait cessé de produire depuis 18 mois. Cet appel immédiat pour excès de pouvoir a été jugé irrecevable, réservant la possibilité d'appel avec le jugement sur le fond.

A l'occasion du même incident, Manitou BF avait proposé à titre subsidiaire, si le juge estimait la demande d'interdiction bien fondée, la mise en place d'une garantie bancaire de 470 000 euros pour les deux brevets en remplacement des interdictions. Cette proposition est devenue sans objet pour le premier brevet, pour lequel le juge n'a pas prononcé d'interdiction. JCB demandait quant à elle que cette garantie, si elle était ordonnée, soit de 30 millions d'euros (également pour les deux brevets) sur la base de l'expertise qu'elle avait produite évaluant son préjudice à 160 millions d'euros (pour les deux brevets). Cette proposition n'a pas été retenue par le juge, pas plus que la demande d'astreinte de JCB de 100 000 euros par jour de retard, l'astreinte prononcée par le juge étant de 1 000 euros par infraction, la décision ayant souligné que le préjudice allégué par le demandeur concerne le seul système de commande de coupure de surcharge et non la machine dans sa globalité.

Au Royaume Uni, la procédure n'a pas progressé au cours de l'année 2018, JCB n'effectuant aucune diligence à cet effet. Une audience de procédure (« Case Management Conference ») s'est tenue en janvier 2019 après que JCB ait finalement effectué les diligences qui lui incombent. Le calendrier du litige a été établi. Toutefois, l'audience initialement prévue en octobre 2020 a été reportée en raison de l'allongement de la durée du procès, résultant de l'ajout du troisième brevet dans la procédure, la première date disponible étant en novembre 2021.

En Italie, la procédure au fond relative à ces deux premiers brevets reste dans une phase préliminaire, la nomination d'un expert judiciaire a été prononcée fin 2019 et les mesures d'expertises judiciaires sont toujours en cours lors de ce 1er semestre 2020.

En Italie, JCB avait également sollicité des mesures d'interdiction provisoire à l'encontre de la filiale italienne de Manitou sur le deuxième et le troisième brevet. Cette demande a été rejetée par les tribunaux italiens par décision du 30 janvier 2020. JCB n'a pas fait appel de cette décision.

Le groupe Manitou reste en complet désaccord avec les allégations de JCB et poursuit sa défense avec la plus grande vigueur.

En l'état de l'avancement des procédures, le risque financier susceptible d'être encouru est difficile à estimer de manière fiable. De plus, une sortie de ressource significative au titre de ces demandes semble peu probable eu égard aux éléments avancés par le groupe Manitou pour se défendre. Par conséquent, aucune provision au titre de ces demandes n'a été comptabilisée dans les comptes du groupe.

1.6.5 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Bénéficiant du lancement en 2019 de nouvelles gammes de produits télescopiques en Inde, la division MHA arrêtera fin août son activité d'assemblage au Brésil, tout en poursuivant son développement commercial sur ce pays.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre événement postérieur à la clôture significatif à la date d'arrêté des comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2020 par le Conseil d'administration du 30 juillet 2020.